



Cochon et faucon

Il est un temps pas si lointain où l'on consommait plus français que français. Plus breton que breton. Plus local que l'échelon communal. Dans les fermes, c'était le « *né, élevé, abattu et mangé* » sur place. Et tant pis si l'on devait se farcir les pieds et les oreilles. Avec en bonus, 7 promotions par semaine : 3 couches de gras pour le prix d'une. Le repli sur le marché intérieur prôné par certains comme solution à la crise montre vite ses limites. Sauf à ce que chaque Français se mette à nouveau à consommer deux pieds de porc par an cuisinés au saindoux et rehaussés d'une oreille dressée en pointe.

Le « *Faut qu'on* » mange que français et que l'on refuse la viande étrangère qui vole à tous les coins de table est en fait une conception bien fragile. D'autant que la France constitue un pilier de l'espace européen dont une des devises est la libre circulation des biens. Et, sauf preuve du contraire, le pays n'a aucun intérêt à quitter cette Union qui figure parmi les plus belles réussites politiques de la planète. Pour autant, la promotion du porc français dans l'hexagone est tout à fait légitime et souhaitable. Rien n'empêche en effet de faire la promotion de nos bons cochons bretons. Au contraire même. Il n'existe pas d'antinomie entre grande politique et offensive commerciale.

Le regroupement des forces porcines bretonnes est aussi à encourager pour mieux valoriser le cochon breton. Mais aucune initiative professionnelle ne pourra redonner suffisamment de compétitivité à la production nationale tant qu'il n'y a pas de vrai dégraissage des charges françaises. Aujourd'hui, le pays préfère toujours financer 2 à 3 points de chômage de plus par rapport à ses voisins européens que de soutenir réellement les entreprises.

Le repli sur le marché intérieur montre vite ses limites